

Le budget supplémentaire (A)

tous les jours de leur vie. Toutes les minutes de toutes les heures, ils luttent sans relâche. Nous savons que nous pourrions compter sur eux quand nous présenterons notre amendement.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Et maintenant, parlons du budget principal. Voyons. Nous aurons jusqu'en décembre prochain pour l'étudier. Imaginez les membres de ces comités le nez fourré dans le budget principal tous les jours, samedis et dimanches compris, pendant le mois d'août et jusqu'en décembre!

Une voix: Le budget ne veut rien dire.

M. Crosbie: En mars 1981, les libéraux vont nous dire que ce n'était pas leur budget de toute façon, qu'ils devaient changer de politique. Nous nous pencherons donc tous sur ces prévisions budgétaires au sein des comités qui siègent dans les entrailles de cet édifice. Les journalistes seront tous là à prendre des notes pendant que nous interrogeons les ministres qui viendront de Waikiki ou d'ailleurs toutes les deux semaines pour répondre aux questions sur le budget. Savez-vous, monsieur l'Orateur, que ces prévisions ne reviendront pas non plus devant la Chambre? Ai-je bien compris, monsieur le leader du gouvernement? Monsieur le leader, où êtes-vous quand j'ai besoin de vous?

M. Baker (Nepean-Carleton): Ici.

M. Crosbie: N'est-il pas exact que nous ne reverrons pas non plus le budget principal?

M. Baker (Nepean-Carleton): C'est exact.

M. Crosbie: L'ancien président du Conseil privé, qui le redeviendra d'ailleurs un jour, me dit qu'il est exact qu'aux termes de cette règle le budget principal ne reviendra pas devant la Chambre. Nous ne le reverrons jamais. Nous savons que nous disposons de jours réservés à l'opposition, mais le budget principal ne reviendra pas devant la Chambre des communes. C'est donc carrément inacceptable.

Mais avant de proposer ma motion, je veux soulever d'autres points qui nous tarabustent un petit peu. Les membres du gouvernement ne semblent pas considérer, contrairement à l'automne dernier, que les questions financières et économiques ont un caractère d'urgence. Le chef du gouvernement ne semble pas savoir au juste ce qui l'inquiète. Apparemment, il ne s'inquiète pas du déficit. Non, cela n'inquiète pas du tout le premier ministre (M. Trudeau). Je suis content qu'il me rassure sur ce point, car je crois bien que son inquiétude aurait été mortelle s'il avait dû s'inquiéter de ce qu'il a fait depuis dix ans en matière de budgets et de déficits. Mais il a dit qu'il ne s'inquiète pas du déficit. De plus, il a un séide, le ministre des Finances qui lui non plus ne s'en inquiète pas.

Je ne voudrais pas que l'on m'accuse de citer quiconque de façon erronée. D'habitude j'ai une foule de citations sous la main et, de temps à autre, monsieur l'Orateur, il vous faut attendre une ou deux minutes avant que je trouve la bonne afin que personne ne puisse m'accuser d'injustice. En tout cas voilà ce que le premier ministre a déclaré à sa conférence de presse de jeudi dernier. Je crois que le premier ministre va probablement cesser de donner des conférences de presse. Il a déclaré, que si nous voulions réduire le déficit ce n'était pas pour améliorer la conjoncture économique du Canada. Je ne sais

pas pourquoi il veut le réduire s'il ne veut pas améliorer la conjoncture économique. Il dit que la conjoncture est bonne. Nous avons un premier ministre qui pense que l'économie canadienne se porte bien. Il ne veut pas réduire le déficit pour améliorer la conjoncture économique, car la conjoncture, tenez-vous bien, est bonne au Canada.

Voilà l'état de l'économie dont il disait il y a quelques mois à peine, lorsqu'il siégeait dans l'opposition, qu'elle était dans le marasme. Voilà l'état de l'économie dont le ministre des Finances nous a décrit lundi dernier certains traits et certaines projections en exposant les perspectives économiques du Canada. Voici ce qu'il a dit, comme en fait foi le hansard du 21 avril à la page 245:

De l'avis général, l'expansion sera faible ou nulle au Canada en 1980.

Est-ce cela une économie saine? Une expansion faible ou nulle? Comment peut-on rêver économie plus saine? Le premier ministre ne se préoccupe pas de ce que la croissance puisse être faible ou nulle au Canada. Il a même congratulé son ministre des Finances en lui disant que c'était là l'exposé le plus lucide qu'il ait fait depuis qu'ils formaient le gouvernement. Je le répète: «De l'avis général, l'expansion sera faible ou nulle au Canada en 1980». Est-ce vraiment là une économie saine? Le ministre des Finances a ajouté comme on peut le lire à la même page du hansard:

D'après nos dernières prévisions, la croissance de l'économie ne sera que d'environ ½ p. 100.

L'économie se porte de mieux en mieux. Imaginez! L'économie va croître d'un demi pour cent, et le premier ministre du pays estime qu'elle se porte très bien, qu'il n'a donc pas à se soucier du déficit. C'est ce qu'il dit, en somme. Et c'est lui qui dirige le gouvernement, qui va le diriger encore quatre ou cinq ans. Il y a lieu de s'inquiéter du sort du pays monsieur l'Orateur, quand on songe que l'homme qui va en diriger la destinée pendant quatre ou cinq ans est d'avis que notre économie est florissante.

Puis le ministre des Finances d'ajouter:

L'indice des prix à la consommation devrait s'élever de 10 p. 100.

C'est là un autre indice que notre économie est en très bonne posture? Quelle bonne nouvelle, monsieur l'Orateur: l'indice des prix à la consommation va augmenter de 10 p. 100! Quelle excellente nouvelle pour les Canadiens! Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Et encore là, le ministre des Finances nous déclare que la valeur nominale de la hausse du PNB sera de 10 p. 100 environ.

Une voix: Qu'en est-il du chômage?

M. Crosbie: Quelqu'un mentionne le chômage. Que dit-il du chômage? Je sais qu'il en glisse un mot quelque part. Il parle des taux d'intérêt, des hypothèques, d'autres secteurs de l'économie interne, de la demande globale, de la construction résidentielle. Il le cache bien en quelque part.

Des voix: Oh, oh!